

“Semaine sans pesticides” : des enjeux ménageant la chèvre et le chou

Tous s'accordent à le dire : l'impact humain sur l'environnement doit être maîtrisé, notamment en termes d'intrants. C'est dans cette lignée que s'inscrivait la “Semaine sans pesticides”, à l'occasion de laquelle le Grand bassin de l'Oust recevait des directeurs et enseignants d'établissements scolaires avant des échanges avec les lycéens, mais également le sénateur Joël Labbé. La loi qui porte son nom, instaurant le “Zéro phyto” par les collectivités pour l'entretien de leurs espaces verts”, est au cœur de cette préoccupation. Une loi à propos de laquelle « je ne me pavane pas », expliquait en substance le sénateur (écologiste, ex-EELV). Mais « c'est un pied dans la porte » d'une autre façon de penser les traitements.

Les actions de sensibilisation et de transition vers des méthodes alternatives de culture et/ou de traitement des espaces verts, la sensibilisation et l'information, notamment à destination des jeunes générations, le regard dans le rétrovi-



Joël Labbé (2e en partant de la gauche) était dans les locaux du Grand bassin de l'Oust, en présence également des directeurs d'établissements scolaires.

seur pour s'inspirer de cultures et d'agriculture passée, sans pour autant revenir à une agriculture d'il y a 50 ans. Penser autrement, avec la subtilité des plantes associées, le paillage, toute une alchimie du jardin à mettre en place. Les alternatives au “tout chimique” sont nombreuses. Sans pour autant en arriver à remettre en cause

tout un modèle socio-économique. Une équation résumée par Gérard Gruau, chargé de recherches au CNRS : « C'est une période intéressante, et un travail qui me tient à cœur », expliquait-il ainsi à propos de l'interaction entre les impacts sur l'écologie et la préservation socio-économique.

Car derrière ces préoccupa-

tions légitimes, dans un contexte où « la situation est préoccupante », tant sur le plan du climat que de la biodiversité et des questions sociétales, il n'est « pas question de fuir », poursuivait Joël Labbé.

Le GBO, unanimement reconnu comme bon élève dans sa mission de reconquête de la qualité de l'eau (la structure

avait été créée en 1998 pour faire face aux forts taux de nitrates), se fait aujourd'hui le relais de ces considérations sur les méthodes de cultures ou de traitement. En conservant ce délicat équilibre entre nécessités environnementales et réalités économiques. Alain Guillolet, agriculteur et vice-président du GBO en charge de la commission agricole du syndicat mixte, le résumait ainsi : « Il faut réfléchir et construire, plutôt que de dire “On jette tout” ». L'enjeu : préserver à la fois la question primordiale de sauvegarde environnementale, mais aussi la sauvegarde de tout un pan économique. “Ecolo ouvert”, Joël Labbé n'en disait pas moins quand il expliquait qu'il n'est « pas un donneur de leçons, à dire aux agriculteurs comment travailler ». D'autant que cette problématique concerne tout autant les collectivités (“Zéro pesticide” depuis 2017) mais aussi les particuliers (les produits type “Round up” sont interdits depuis le 1er janvier).

Emmanuel Verdeaux